

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le Oui bloquerait l'Europe sociale

Elite du Oui, peur du peuple

- International - Europe -

Date de mise en ligne : vendredi 29 avril 2005

Démocratie & Socialisme

C'est en 1986, lors de la signature de l'Acte Unique et l'instauration de la libre circulation des capitaux que les Français ont entendu pour la première fois cette chanson appelée à devenir un tube : « C'est vrai, ce traité ne se préoccupe que d'économie mais la prochaine fois ce sera le tour de l'Europe politique et sociale ».

La chanson est devenu un tube dès le référendum sur la ratification du traité de Maastricht en 1991, un refrain lors de la signature du traité d'Amsterdam en 1997 et une scie lors de l'adoption du traité de Nice en 2001. Avec un gros « couac » à Barcelone en mars 2002 quand les deux candidats de gauche et de droite signaient la même attaque contre les retraites.

Et aujourd'hui, les élites du Oui reprennent en chœur la ritournelle : « Votez Oui. La prochaine fois, ce sera le tour de la démocratie et du social... » L'ennui est qu'il n'y aurait pas de prochaine fois. La Constitution, si elle est adoptée, n'est pas révisable. Il faudrait, en effet, une double unanimité pour y parvenir : celle des chefs d'Etats et de gouvernement, celle des Etats-membres. A 27 pays, aux économies aussi hétérogènes, ce serait impossible.

Mais nous dit-on, il y a eu quatre nouveaux traités entre 1986 et 2001 : pourquoi cela ne continuerait-il pas ? Pour une raison simple. Les Sociaux-démocrates ont apporté leur appui inconditionnel aux libéraux pour faire adopter les quatre derniers traités et élaborer le projet de Constitution. Mais jamais les libéraux n'apporteront le moindre soutien aux Sociaux-démocrates si ces derniers se décidaient un jour à proposer vraiment une avancée de cette Europe politique ou sociale tellement nécessaire pour combattre la mondialisation libérale.

Si la Constitution était adoptée : l'Europe resterait un nain politique. L'Union, subordonnée à l'Otan, se prive elle-même des quatre principaux leviers dont disposent tous les Etats du monde, en particulier les Etats-Unis : la politique monétaire, la politique budgétaire, la politique industrielle soumise pieds et poings liées à la concurrence « libre et non faussée », la possibilité de protéger son économie par des barrières douanières. Effarants renoncements !

Les « droits sociaux » inclus dans la Charte des droits fondamentaux sont des « droits virtuels » sans valeur contraignante. Ce sont des « droits » qui ne s'appliquent qu'à condition d'être inclus dans la législation de l'Union ou d'un Etats-membres. Mais la Constitution n'instaure aucune obligation de les y faire figurer. Pire, elle interdit « l'harmonisation des législations sociales ». Donc, pas de Smic unique européen pour lutter contre les délocalisations ! « Opt out » et allongement des durées maxima du travail hebdomadaire de 48 à 65 h pour tous ! Directive portuaire, Rif, déréglementation ferroviaire pour tous ! Le Medef ne s'y est évidemment pas trompé : il soutient ce projet de Constitution qui fonde de telles directives.

Pourquoi les élites du Oui s'obstinent-elles à vouloir dissocier la Constitution européenne de la politique intérieure française ? C'est le mouvement social du 10 mars (et demain du 1er et du 16 mai) qui nourrit le « non » populaire ! Certes, il est du dernier comique de voir M. Raffarin s'époumoner à ce que l'on ne confonde pas les deux : « ma politique est calamiteuse, mais la Constitution est merveilleuse ! ». Et voilà Chirac qui nous traite de moutons noirs, et prétend nous protéger de l'ultra-libéralisme, lui qui le met en oeuvre depuis 2002, brise nos retraites, notre Sécu, nos 35 h, notre Code du travail. Mais qui peut y croire ? Un même Non à la Constitution et à Chirac est un vote parfaitement cohérent contre le libéralisme à la fois en France et en Europe.

Si elle vote Non, la France puissance fondatrice, restera dans l'Union européenne : « n'ayez pas peur », ni les parlementaires européens, ni le commissaire Barrot ne démissionneront le 30 mai... Il a été prétendu qu'il n'y aurait pas de « plan B », c'est évidemment une grosse « intox » pour pousser à voter « oui » sans combat : il y a déjà et il y aura forcément des « plans » B, C, D, E...

Personne en Europe ne se trompera sur le sens du Non français : un Non majoritairement de gauche, démocratique et anti-libéral. Ce ne sera pas la France qui sera « affaiblie » mais Chirac et ses soutiens du « oui », ce, heureusement, sans attendre 2007 ! Il sera plus facile de réunifier la gauche autour du « non » qui est largement majoritaire en son sein. Et cette gauche, rassemblée autour du « non » sera plus combative, plus antilibérale, plus exigeante !

Le « non » social des français sera applaudi, imité, courtisé.

Applaudi par des dizaines de millions de salariés européens que leurs syndicats ni leurs partis socialistes n'ont pas pris la peine de consulter.

Imité par les Pays-Bas dès le 1er juin, puis par le Portugal, le Danemark et Tony Blair prévoyant de retirer son référendum !

Courtisé car ce Non indiquera sans ambiguïté aux dirigeants européens à qui ils devront faire des concessions : ni aux évêques, ni aux multinationales, actionnaires et banquiers, ni aux partisans d'un repli national mais à ceux qui veulent une Europe sociale et démocratique. Si les concessions de ces dirigeants sont insuffisantes, ils prendront le risque d'essuyer un nouveau refus du peuple français et de bien d'autres. Or, à 27, il sera de plus en plus difficile à l'Union européenne de fonctionner avec les règles fixées jusqu'en 2009 par le traité de Nice : renégocier s'imposera forcément sous cette salutaire pression.

Donc, contrairement au chantage vulgaire que l'on tente de nous faire, nous ne serons pas bloqués dans le traité de Nice et une prétendue panne de l'Europe : d'ailleurs, la déclaration 30 annexée au Traité prévoit une telle éventualité, et déjà, les alternatives, prétendues « secrètes », mais tellement évidentes, commencent à filtrer : retrait de la partie trois, modalités de révision assouplies, vrai retrait des directives scélérates de type Bolkestein, etc... Ce serait, entre autres, l'occasion pour la direction majoritaire des socialistes français de reformuler les « sept exigences » sociales qu'elle avait avancée en 2003 avant de capituler sans combat pour le « oui ». Si elles sont alors davantage écoutées, ce sera grâce à la victoire du « non » le 29 mai et à celles et ceux qui auront « mouillé leur chemise » pour l'assurer.

Gérard Filoche et Jean-Jacques Chavigné